



TERMES DE REFERENCE POUR L'ÉVALUATION FINALE DU PROJET

« Gestion intégrée des ressources en eau dans le Massif du Siroua (Maroc) »

AVIS DE CONSULTANCE - ECHEANCE AU 24 MARS 2024

Présentation du consortium

Migrations & Développement (M&D) est une association franco-marocaine de droit français, créée en 1986 par des migrant.es pour mener des actions de développement dans les villages de leur région d'origine, l'Atlas et l'Anti-Atlas marocains, frappée par une sécheresse sévère depuis le milieu des années 1970. La reconnaissance des Autorités marocaines de l'apport de M&D lui a valu un Accord de siège avec le Gouvernement marocain en juin 1998.

Aujourd'hui, M&D se positionne comme un acteur « catalyseur » afin de stimuler les dynamiques des acteur.trices du territoire et de contribuer au changement par l'innovation. Une attention particulière est apportée à certains groupes de population : les jeunes et les femmes, comme acteur.trices-clés du changement. Aussi, l'approche de M&D vise à mutualiser les capacités et compétences des acteur.trices locaux en s'associant à de nouveaux types de partenaires, de la société civile aux institutions publiques. M&D a structuré sa démarche dans sa stratégie 2020 – 2025, dont la vision globale est la suivante :

Accroître les choix des habitants : contribuer à créer un espace où la population dispose du choix de vivre et de travailler dans son territoire, de le quitter ou d'y revenir, en demeurant ouverte à l'Autre, notamment par l'implication des réseaux de diasporas qui en sont issus, et de la diaspora de cœur.

La valeur ajoutée de M&D réside dans son approche intégrée qui se décline en deux volets :

- (i) **Sa capacité à agir sur plusieurs thématiques complémentaires du développement territorial et à encourager les initiatives multisectorielles** : agro et hydroécologie, gouvernance locale, animation du territoire, migrations (ici-là-bas), production et gestion des connaissances.
- (ii) **Sa capacité à faire dialoguer différents types d'acteur.trices** : Régions, Provinces, Communes, OSC, migrants.es, villageois.es, structures économiques, administrations, chercheurs.

Ce double positionnement (par thématiques et acteurs) permet de **faire émerger des solutions innovantes et durables adaptées à la zone d'intervention et aux acteur.trices du territoire.**

M&D est dirigé par un Conseil d'Administration composé de 15 membres. L'association a une organisation opérationnelle basée sur les deux rives de la Méditerranée : le Directeur Général est basé à Agadir au Maroc, la Responsable France est basée à Marseille, où se trouve le siège social. En 2023, l'équipe M&D se compose d'une cinquantaine de salariés. Les principales activités se structurent en 4 pôles thématiques : Gouvernance et Animation Territoriale (GAT), Mobilités et Solidarités (M&S), Agriculture Durable et Environnement (ADE), Apprentissage, Communication



pour le Changement, Essaimage (ACE). A noter que l'équipe du présent projet à évaluer est basée à Taliouine, à quelques kilomètres de la zone d'intervention.

Terre & Humanisme PESI (T&H PESI), créé en 1994, promeut l'agroécologie en France et dans le monde, en accompagnant les acteurs locaux. En Afrique de l'Ouest, au Maghreb et au Proche Orient, l'organisation soutient des initiatives locales pour la transition agroécologique via des fermes-écoles, la formation d'animateurs et l'accompagnement des organisations paysannes. Elle capitalise sur son expertise en agroécologie grâce à des partenariats dans le pourtour méditerranéen. T&H emploie une équipe d'une vingtaine de salarié(e)s, opérant dans une gouvernance partagée.

Territoire et logique d'intervention du projet

Le projet se déroule dans le Massif du Siroua, situé dans les Régions Souss Massa et Drâa Tafilalet, au Centre-Sud marocain. Les effets du changement climatique sur la zone (sécheresses, inondations) ont entraîné une baisse des ressources hydriques disponibles. Au niveau local, cette situation impacte fortement l'activité agricole, accentue la pauvreté et conduit à l'exode rural, notamment des jeunes générations. Au niveau régional, elle met en péril les espaces agricoles situés en aval, dans les plaines, et dépendants des eaux des montagnes.

Depuis 2017, Migrations & Développement entreprend un appui innovant, afin d'instaurer une nouvelle gouvernance des ressources naturelles dans le massif du Siroua. Le précédent projet, intitulé « ATRACTAE : Articuler les Communautés Agraires et les Communes rurales pour une Transition Agro-Écologique », a déjà permis d'établir des diagnostics détaillés de la zone et d'initier une large concertation entre collectivités et communautés agraires. Parallèlement, des démarches sont en cours pour obtenir la reconnaissance de la zone en tant qu'Aire et Territoire du Patrimoine Autochtone et Communautaire (APAC) ce qui faciliterait une gestion concertée des ressources en eau.

Le présent projet s'inscrit dans le pôle Agriculture Durable et Environnement (ADE) de Migrations & Développement. En effet, le contexte socio-économique du projet repose sur l'agriculture familiale en montagne. L'activité agro-pastorale y est complémentaire à une polyculture de subsistance, notamment axée sur l'élevage caprin/ovin et les cultures céréalières pour l'autoconsommation. L'artisanat, principalement la production de tapis, joue également un rôle important. Cependant, des défis persistent, tels que l'absence de structuration de l'offre locale de qualité, qui permettrait d'explorer de nouveaux débouchés commerciaux. Par ailleurs, les migrations internes et internationales représentent une part significative de la population locale.

Sur le plan institutionnel, le projet s'inscrit dans le cadre de la Régionalisation Avancée, conférant aux régions et aux communes des compétences renforcées en matière de développement socio-économique et de gestion des ressources hydriques. Cependant, les collectivités locales sont confrontées à leurs capacités technique et financière limitées pour répondre aux problématiques environnementales, particulièrement en ce qui concerne les ressources en eau.

Le projet vise à déployer une approche agroécologique territoriale dans le massif du Siroua pour une résilience des écosystèmes et des communautés locales, en réponse aux 5 défis suivants :

- 1 : une dégradation substantielle des ressources naturelles (eau, terre) ;
- 2 : une gestion atomisée de ces ressources naturelles dans un contexte de fortes pressions climatiques ;
- 3 : un territoire peu attractif, en particulier pour les plus jeunes ;
- 4 : un système d'acteurs et des pratiques locales résilientes, sur lesquelles s'appuyer ;

→ 5 : une intégration des enjeux liés au genre à approfondir, en cohérence avec le contexte local.

Les changements profonds attendus à plus long terme seront observables sur :

- La revitalisation des espaces montagneux et des territoires de vie ;
- La valorisation des potentialités écologiques, sociales et économiques du territoire ;
- La possibilité d'effectuer ses choix de vie dans le respect de son environnement (réduction de la mobilité contrainte).

Objectif global du projet : Contribuer à la valorisation des potentialités écologiques, économiques et sociales du territoire par la mise en place d'une gestion intégrée des ressources naturelles.

Objectifs spécifiques / Résultats escomptés

- **OS 1** : Assurer une gestion adaptée des ressources en eau entre les communes agraires.
 - R1. Mettre en place une Aire et Territoire du Patrimoine Autochtone et Communautaire (APAC) durable et pérenne.
 - R2. Un système de gouvernance inclusif est formalisé entre communautés et communes, avec des règles de gestion adaptées au changement climatique.
- **OS 2** : Préserver les ressources hydriques du Massif du Siroua en valorisant les aménagements hydriques ancestraux et innovants.
 - R3. Des aménagements des bassins versants d'une part, et hydroagricoles d'autre part, sont mis en place de manière durable.
 - R4. Deux sites (Tinider et Hloukte) aux bassins versants aménagés en 2019 font l'objet d'aménagements complémentaires.
- **OS 3** : Produire de la connaissance et diffuser les innovations du projet, selon un processus de recherche-action.
 - R5. Les leçons apprises sont capitalisées et essaimées afin d'alimenter les politiques locales et régionales ;
 - R6. Un processus d'évaluation participatif est mis en place, centré sur les APAC.

Le territoire d'intervention du projet est composé de 8 APAC, soit 8 communautés agraires (CA), réparties dans les 3 collectivités territoriales (CT) suivantes.

Population de la zone

Région	Province	Collectivité Territoriale	Nb de villages	Superficie	Bénéficiaires	CA ¹
Drâa-Tafilalet	Ouarzazate	Siroua	24	960 km ²	807 ménages 9 678 habitants	Ait Ouagharda
						Ait Semgan
						Tammassine
Souss-Massa	Taroudant	Assaïsse	32	170 km ²	1 355 ménages, 6 868 habitants	Ait Athmane Ait Oubial
		Zagmouzen	51	310 km ²	1406 ménages, 8 184 habitants	Ait Iguelt
						Idouilloune Zagmouzen

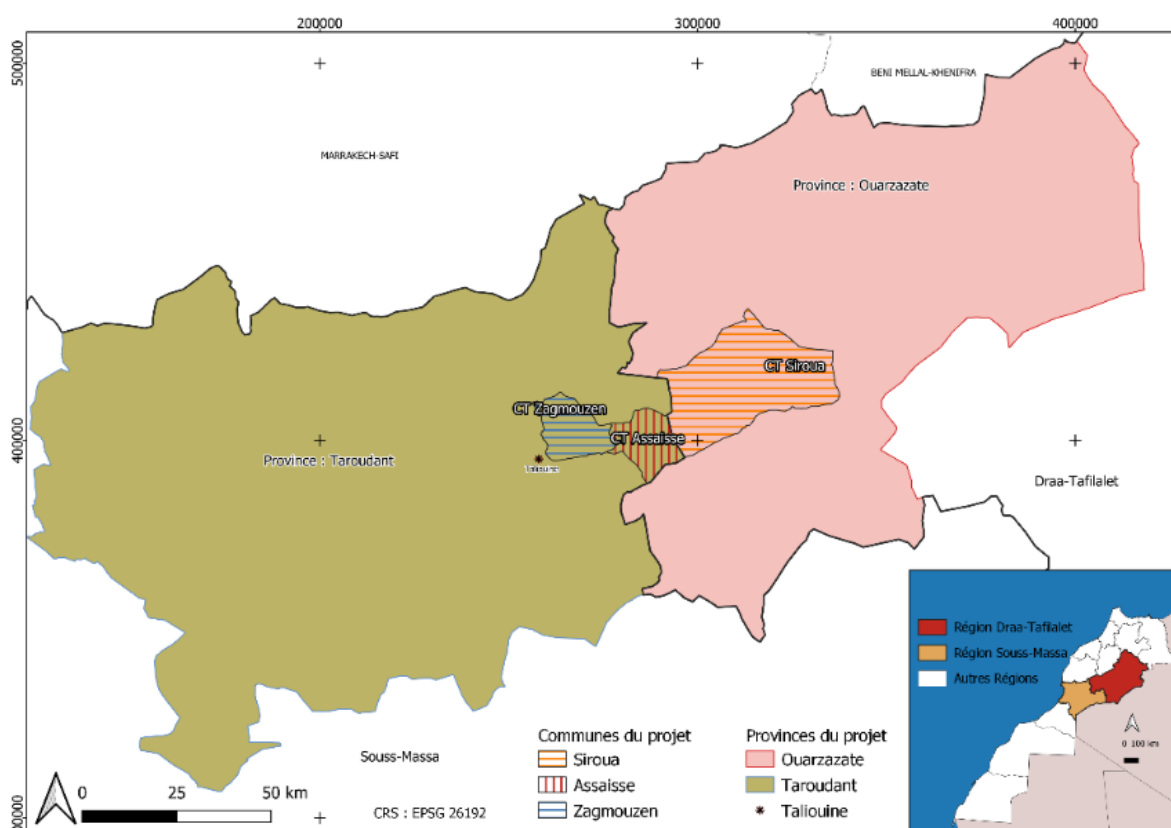
¹ Communautés ethniques ou structures tribales.

L'objectif est d'impliquer l'ensemble des acteurs des CA, y compris les femmes et les jeunes, dans leur gouvernance et leur fonctionnement, tout en revitalisant leurs fonctions agro-systémiques (gestion collective des pâturages et de l'eau). Les principaux groupes cibles sont les suivants :

- **Les femmes** : le projet vise à renforcer les structures existantes et à les impliquer dans les processus de décisions communautaires.
- **Les jeunes** : premiers concernés par l'exode rural, ils seront également impliqués dans les prises de décisions collectives, à travers les réunions de concertation et des dialogues intergénérationnels.
- **Les éleveurs et les agriculteurs** : acteurs majeurs de la zone d'intervention de l'innovation, ils seront impliqués sur une grande partie des activités du projet.
- **Les élus et les fonctionnaires** : ils seront sensibilisés aux problèmes liés à la gestion durable des ressources en eau et au changement climatique. Le renforcement de compétences des équipes communales permettra aussi de rendre les CT capables de catalyser les solutions durables et de rechercher les financements adéquats pour les mettre en œuvre.
- **Les cadres de l'administration, voire les élus** : ils seront sensibilisés sur l'importance de la préservation de leur territoire, considéré comme aire et territoire du patrimoine autochtone et communautaire (APAC).

Les **bénéficiaires directs** des actions spécifiques de ce projet sont estimés à :

- 400 habitants des CA
- 100 élus / fonctionnaires / membres d'administrations locales.
- Globalement, les membres des Communautés Agraires, c'est-à-dire la population, sont des groupes cibles.



Zone d'intervention du projet



Cadrage de l'évaluation

Cette évaluation porte sur un projet intitulé "**Gestion intégrée des ressources en eau dans le Massif du Siroua (Maroc)**", sous financement de la **Fondation Prince Albert II de Monaco**.

Un financement de 220 000€ a été apporté par la Fondation, pour une **durée initiale de 36 mois**, du 01/01/2021 au 31/12/2023. Une **prolongation** de la période de réalisation des activités **jusqu'au 30 juin 2024** a été acceptée, en raison d'imprévus survenus en 2023.

Inscrite dans ses engagements contractuels, Migrations & Développement s'engage à effectuer une **évaluation finale du projet financé par la Fondation Prince Albert II de Monaco**. Elle vise à réaliser un **bilan des activités** conduites au regard des objectifs et résultats attendus tout en mettant l'accent sur les processus et méthodologies mis en place. Il s'agira par ailleurs de dégager les éléments d'apprentissage à considérer pour garantir la durabilité des acquis observés. Les recommandations devront prendre en compte les pistes d'actions futures à explorer au profit des acteur·rices et de la zone du projet.

Les **objectifs de l'évaluation**, objet du présent-document, sont triples :

- **Appréciation du degré de réalisation** des activités et de résultats à travers la mesure des indicateurs du projet ;
- **Analyse approfondie de la logique d'intervention** au travers l'évaluation de la contribution de chaque activité à l'atteinte des résultats et des objectifs du projet (en mettant l'accent sur l'inclusion économique et sociale des femmes, sur l'amélioration des modes de subsistance, sur le renforcement des capacités locales et sur l'impact environnemental) ;
- **Fournir des recommandations** pour la mise en œuvre des futures actions à destination des acteurs impliqués dans la zone du projet.

Documents de référence sur la base desquels l'évaluation sera réalisée

- Le document de projet, notamment le cadre logique, le chronogramme et son budget associé ;
- Le tableau des indicateurs du projet et son plan de suivi ;
- Les rapports d'activité du projet, les comptes-rendus des activités, des réunions de suivi et des ateliers communautaires ;
- Les rapports intermédiaires précédents ;
- Les évaluations et capitalisations produites tout au long du projet et/ou inscrites dans le cadre du programme.

Méthodologie mise en œuvre pour la consultation

Un **comité de pilotage de l'évaluation finale** sera mis en place comprenant la direction, la coordinatrice du projet ainsi que l'équipe ACE et éventuellement des membres du conseil d'administration de l'organisation. Il se réunira lors de la réunion de cadrage puis dès que nécessaire, notamment pour la validation des livrables. L'évaluation et les évaluateur·rices recruté·es seront piloté·es et accompagné·es par l'équipe ACE.

Dans le cadre de cet appel d'offre, une **méthodologie précise devra être proposée par les consultant·es**, dans laquelle les points suivants devront être pris en considération et respectés :

- **Une revue documentaire** : une analyse bibliographique de l'existant au Maroc sur les thématiques du projet.



- **Visites terrains** : au minimum 1 mission dans les Communes d'Assaïsse, de Siroua et de Zagmouzen est à prévoir, pendant laquelle des entretiens individuels et focus groups devront être organisés.
- **Consultations et entretiens avec les parties prenantes** :
 - o Un échantillon de bénéficiaires, qui se devra représentatif en termes de genre, sera rencontré. La rencontre de l'ensemble des acteurs.trices du projet n'est ni souhaitable, ni réalisable dans les temps impartis.
 - o L'implication des parties prenantes du projet dans l'étude, au minimum en prévoyant des entretiens avec elles, assurera une forte dimension participative à l'étude. Les consultants.e.s sont libres de proposer des méthodes qui leur semblent adaptées.

L'évaluation devra être conforme aux six critères préconisés par le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE : pertinence, cohérence, efficacité, efficience, impact, viabilité.

Livrables

- **Note d'orientation méthodologique** précisant la démarche, les outils mobilisés et le planning de mise en œuvre de l'évaluation.
- **Comptes-rendus** des différentes rencontres / visites terrain pour discuter des résultats et des recommandations
- **Rapport provisoire**, qui sera présenté au Comité de pilotage de l'évaluation, pour révision.
- **Rapport final** comprenant **3 livrables**
 - o Une synthèse de l'évaluation (maximum 5 pages),
 - o Un rapport d'évaluation détaillée du projet,
 - o Une présentation Power Point de l'évaluation pour mener la restitution aux acteurs (maximum 10 diapositives).

Durée de l'expertise

L'évaluation sera réalisée **entre le 01^{er} avril 2024 et le 31 mai 2024.**

Qualifications requises

- Compétences et expériences significatives en évaluation de projets au Maroc.
- Expertise en agronomie, préservation des ressources, changements climatiques et/ou en gouvernance locale.
- Bonne connaissance des thématiques du projet (développement rural, transition agroécologique, gouvernance foncière, gestion des ressources naturelles, etc.).
- Bonne connaissance des zones rurales.
- Expérience sur les questions de renforcement des capacités des acteurs locaux.
- Bonne connaissance des thématiques : développement durable, genre et jeunesse.
- Maîtrise indispensable **du darija et du tamazight.**

Offre Technique et Financière attendue

Une **offre technique**, intégrant une **offre méthodologique et financière**, **devra être déposée le 24 mars 2024** au plus tard, en envoyant un dossier complet de candidature par e-mail, sous l'objet « AO – Évaluation finale FPA2M », à l'adresse suivante : Toudert@migdev.org

Tout dossier incomplet sera rejeté.



Critères d'évaluation :

- Offre technique : 80%
- Offre méthodologique : 60%
- Offre financière : 20%
- Pertinence de l'expérience professionnelle des experts : 20%

Dans leur offre technique, les candidat.e.s sont invité.es à préciser leur compréhension du contexte et des enjeux de l'évaluation. A cet égard, une organisation ou synthèse du questionnement évaluatif devra être présentée en y déclinant une méthodologie de collecte et d'analyse des données adaptée incluant le calendrier de mise en œuvre. Une démarche combinant une approche qualitative et quantitative seront fortement appréciées. Les CV des consultants et/ou de l'équipe associée sont vivement recommandés.

Rémunération

Un **budget maximum de 18 200 €** sera présenté et détaillé dans l'offre financière soumise par les consultant.es.

Ce budget intègre notamment :

- Les honoraires
- Les frais de mission à l'international/national (mission de terrain au Maroc) : transports, per diems éventuels, frais d'hébergements, frais de visa...
- 5% d'imprévus éventuels maximum

Il est demandé aux consultant.es de faire une **proposition budgétaire détaillée TTC** (si applicable, incluant TVA), en tenant compte de ces éléments et en intégrant la répartition proposée du nombre de jours travaillées aux différentes phases de l'évaluation, en lien avec la méthodologie proposée.